La mémoire de la « Résistance »

au prisme d'une histoire comparée des associations d'anciens résistants du Luxembourg, de l'Alsace, de la Moselle et de la Belgique de l'Est (1944-2017) Position de thèse

Élisabeth Hoffmann

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/4241>

DOI : 10.4000/alsace.4241

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2019

Pagination : 363-376

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Élisabeth Hoffmann, « La mémoire de la « Résistance » », *Revue d'Alsace* [En ligne], 145 | 2019, mis en ligne le 01 février 2020, consulté le 24 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/4241> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.4241>

La mémoire de la « Résistance »

au prisme d'une histoire comparée
des associations d'anciens résistants
du Luxembourg, de l'Alsace,
de la Moselle
et de la Belgique de l'Est
(1944-2017)

363

Élisabeth Hoffmann

Présentation du sujet : problématique, méthode, sources

Les présents travaux scientifiques¹ ont été réalisés grâce au soutien du Fonds national de la Recherche du Luxembourg et se sont déroulés dans le cadre d'une cotutelle aux Universités du Luxembourg et de Lorraine. Il s'agit d'une étude comparative de la mémoire de la « Résistance » au Luxembourg, en Alsace, en Moselle et en Belgique de l'Est. Ces quatre territoires, ont été annexés (de fait) au III^e Reich pendant la Seconde Guerre mondiale. Une résistance plus ou moins développée s'y mit en

1. Élisabeth HOFFMANN, *La mémoire de la « Résistance » au prisme d'une histoire comparée des associations d'anciens résistants du Luxembourg, de l'Alsace, de la Moselle et de la Belgique de l'Est (1944-2017)*, thèse de doctorat de l'Université du Luxembourg et de l'Université de Lorraine, soutenue le 22 février 2018 devant un jury composé de Sonja Kmec (Université du Luxembourg, directrice de thèse) et Jean-Noël Grandhomme (Université de Lorraine, Nancy, directeur de thèse), Christoph Brüll (Université du Luxembourg, président, examinateur), Catherine Lanneau (Université de Liège, vice-présidente, rapporteuse), Mechthild Gilzmer (Université de la Sarre, rapporteuse) et François Cochet (Université de Lorraine, Metz, examinateur) : <http://orbilu.uni.lu/handle/10993/35879>.

place durant la guerre à travers des formes variées comme par exemple la propagande politique, les réseaux de renseignement et d'évasion, les actes sabotages ou encore l'engagement dans les maquis et les armées alliées.

À l'heure actuelle, la mémoire de la « Résistance » connaît un véritable essor au Luxembourg, en Alsace et en Moselle. Au Luxembourg, le « Musée national de la Résistance » fait actuellement l'objet d'un grand projet de rénovation et d'agrandissement. En Alsace, l'« Association pour des études sur la Résistance intérieure des Alsaciens » (AERIA) a finalisé un DVD-ROM sur la « Résistance » alsacienne ainsi qu'une exposition itinérante. En Moselle, l'« Association du fort de Metz-Queuleu pour la mémoire des internés-déportés et la sauvegarde du site » a restauré le musée au sein de cet ancien camp d'internement nazi et elle a signé une convention avec l'État pour une réhabilitation de ce lieu de commémoration. En Belgique de l'Est, des travaux universitaires et des projets comme « *GrenzGeschichteDG* » à la « *Autonomen Hochschule in der DG* » se consacrent aussi de plus en plus à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et de la « Résistance » à travers des expositions, documentaires, projets pédagogiques, sentiers de mémoire etc.

Cependant, en revenant sur nos pas et en nous focalisant sur l'émergence et l'évolution de la mémoire de la « Résistance » dans ces territoires, nous pouvons constater qu'elle se différencie dans les quatre territoires sur lesquels porte notre recherche, et ce aussi bien au niveau de ses formes qu'au niveau de son intensité. Ces asymétries ressortent lorsque nous analysons les différents médias mémoriels à vocation régionale / nationale² (fig. 1).

2. Nous avons uniquement pris en compte des médias mémoriels régionaux/nationaux commémorant la résistance et/ou la déportation dans leur ensemble. Dans notre analyse ne sont pas inclus les médias mémoriels locaux ainsi que ceux se référant à un aspect spécifique de l'engagement résistant.

Médias mémoriels	Luxembourg	Alsace	Moselle	Belgique de l'Est
Monuments	Croix de Hinzert (1946) Monument national (de la Résistance et) de la Déportation (1969/1975)	Monument de la Résistance alsacienne (1949) Mémorial national de la Déportation (1960)	Mémorial départemental de la Résistance et de la Déportation (1977)	
Musées	Musée national de la Résistance (1956)	Mémorial Alsace-Moselle (2005)	Musée du Fort de Queuleu (1975) Musée de la Résistance et de la Déportation (1982)	
Statuts juridiques	Titre du Résistant (1967)	Statuts nationaux « DIR / DIP » et « CVR » (1948-1949)	Statuts nationaux « DIR / DIP » et « CVR » (1948-1949)	Statuts nationaux Statut du résistant au nazisme dans les régions annexées (1974)

Fig. 1 : Tableau des variations mémorielles qui prend en compte les médias mémoriels à vocation régionale/nationale.

Au Luxembourg, la mémoire de la « Résistance » est ancrée dans le paysage mémoriel dès la fin de la guerre, comme le montrent les nombreux médias mémoriels qui y sont créés. En Moselle et en Belgique de l'Est, des médias mémoriels régionaux en hommage aux résistants de ces régions ne voient le jour qu'à partir des années 1970, sans pourtant atteindre la même portée qu'au Luxembourg. Il est vrai que l'Alsace héberge le « Monument de la Résistance alsacienne » dans le Haut-Rhin, qui se veut régional, mais il s'agit en fait d'un monument davantage local. De même, le « Mémorial national de la Déportation » dans le Bas-Rhin

Fig. 2 : Tableau des variations mémorielles qui prend en compte les médias mémoriels à vocation régionale/nationale dans une perspective chronologique.

est un important média mémoriel de la « Résistance » à échelle nationale en France, mais il ne reflète pas une mémoire spécifiquement alsacienne. Ainsi une mémoire régionale visible, consacrée à la résistance alsacienne ne se développe qu'à peine dans ce territoire avant les années 2000.

Le schéma ci-présent (fig. 2) illustre encore une fois ces asymétries mémorielles au niveau chronologique : on voit qu'il y a une intensification de la mémoire de la « Résistance » entre les années 1965-1985 pour le Luxembourg, la Moselle et la Belgique de l'Est, mais l'Alsace reste à l'écart de cette évolution.

Ces asymétries mémorielles n'apparaissent donc pas seulement entre l'État luxembourgeois et les régions françaises et belges, mais elles sont également repérables entre les régions elles-mêmes. Si l'explication de la différence entre échelles nationales et régionales est pertinente lorsque nous comparons le Luxembourg et les régions françaises et belges, elle ne permet pourtant pas de comprendre les variations mémorielles entre ces régions. Notre problématique cherche ainsi à déterminer quelles (autres) raisons peuvent expliquer ces asymétries mémorielles, ou formulé autrement : quels facteurs peuvent influencer l'émergence ou l'intensification de la mémoire de la « Résistance » ?

Notre recherche se focalise sur les associations d'anciens résistants qui sont des acteurs de mémoire décisifs souvent à l'origine des médias mémoriels que nous venons d'évoquer.

Du point de vue méthodologique, nous avons opté pour une approche comparative. Le comparatisme en histoire (*historischer Vergleich*) place la comparaison au centre de l'analyse. Il est « la juxtaposition systématique de deux ou plusieurs unités historiques [...] afin d'explorer les convergences et les divergences, les rapprochements et les développements divergents³. » L'approche comparative ne se contente pourtant pas de décrire les convergences et les divergences, elle cherche aussi à les expliquer et à développer des typologies⁴. En dehors des similitudes et des différences, il est également important de s'interroger sur les possibles transferts⁵ et

3. « Unter dem historischen Vergleich versteht man üblicherweise die systematische Gegenüberstellung von zwei oder mehreren historischen Einheiten [...] um Gemeinsamkeiten und Unterschiede, Annäherungen und Auseinanderentwicklungen zu erforschen. » Cf. Hartmut Kaelble, « Historischer Vergleich », Version: 1.0, in: Docupedia-Zeitgeschichte, 14.8.2012, p. 1-11, ici p. 1. Cf. <http://docupedia.de/zg/> [consulté le 19.05.2017]. Cf. aussi Hartmut Kaelble, *Der historische Vergleich. Eine Einführung zum 19. Und 20. Jahrhundert*, Francfort-sur-le-Main, Éditions Campus, 1999.

4. Hartmut Kaelble, « Historischer Vergleich », p. 1-11.

5. Cf. par exemple Michel Espagne et Michael Werner (dir.), *Transferts. Les relations interculturelles dans l'espace franco-allemand (XVIII^e et XIX^e siècle)*, Paris, Éditions Recherche sur les civilisations, 1988.

les interdépendances⁶. L'approche comparative nous a permis de mettre en évidence des clés d'interprétation nouvelles, qu'une étude isolée de chaque espace en question n'aurait pas rendu visible.

Nous avons organisé notre recherche autour d'une large base de sources : les fonds d'archives d'associations d'anciens résistants, les bulletins de liaison, les archives communales et des tribunaux d'instance, les journaux quotidiens, et enfin douze entretiens avec des acteurs mémoriels (anciens résistants actifs dans le milieu associatif, historiens et responsables de musées).

368

Résultats de recherche

Nous avons déterminé plusieurs facteurs pouvant influencer l'émergence ou l'intensification de la mémoire de la « Résistance » : la coordination des associations d'anciens résistants, la concurrence mémorielle, la participation politique et enfin la globalisation de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Ces facteurs sont intrinsèquement liés et il faut ainsi les réfléchir dans une perspective dynamique et interdépendante. Nous les avons développés au cours de notre analyse empirique, qui est agencée en trois parties thématiques reflétant les buts sociaux, moraux et mémoriels des associations d'anciens résistants.

La coordination

Rapidement, les anciens résistants se rassemblent au sein d'une multitude d'associations et ce surtout durant la première décennie d'après-guerre. Il s'agit d'une « atomisation associative⁷ ». Pourtant, ces associations ont souvent les mêmes projets collectifs et c'est ainsi

6. Pour le concept de l' « histoire croisée », cf. Michael WERNER, Bénédicte ZIMMERMANN, « Vergleich, Transfer, Verflechtung. Der Ansatz der *Histoire croisée* und die Herausforderung des Transnationalen », *Geschichte und Gesellschaft*, n° 28, 2002, p. 607-636 ; *Idem*, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 58-1, 2003, p. 7-36 ; *Idem*, « Beyond Comparison: Histoire Croisée and the Challenge of Reflexivity », *History and Theory*, n° 45-1, février 2006, p. 30-50 ; *Idem* (dir.), *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, Éditions du Seuil, 2004.

7. Olivier WIEVIORKA, *Histoire de la Résistance 1940-1945*, Paris, Éditions Perrin, 2013, p. 494.

qu'elles cherchent à se coordonner par le biais d'organisations uniques ou d'un porte-parole commun, c'est-à-dire des ligues ou fédérations. En coordonnant leurs efforts, elles peuvent agir en tant que groupe de pression et profiter de toutes leurs ressources humaines et financières afin d'harmoniser leurs activités diverses dans un souci d'efficacité. La coordination au sein du milieu des anciens résistants est importante dans le sens où nous avons pu constater que les médias mémoriels retentissants (à vocation nationale / régionale) voient le jour chaque fois que des associations d'anciens résistants se rassemblent autour d'un projet collectif.

Au Luxembourg, la « Ligue luxembourgeoise des prisonniers et déportés politiques » (LPPD) rassemble dès 1945 les prisonniers politiques et les « transplantés ». Elle devient non seulement le porte-parole de ces deux groupes, mais de l'ensemble du milieu des anciens résistants en ouvrant son bulletin de liaison *Rappel* aux autres associations d'anciens résistants⁸. Cette ouverture est un franc succès : le *Rappel* est publié sans interruption de 1946 à 2006. En 1956, la LPPD inaugure aussi le « Musée national de la Résistance », qu'elle a réalisé avec les représentants d'une grande partie des associations d'anciens résistants. Grâce à ces initiatives (et de nombreuses autres), les associations d'anciens résistants parviennent rapidement à créer un discours mémoriel cohérent sur la « Résistance ». Elles créent l'image d'une « Résistance » apolitique, patriotique et inclusive qui englobe différentes facettes de l'engagement résistant (mouvements, passeurs, maquisards, prisonniers politiques, etc.), mais aussi les anciens combattants, les anciens « transplantés », voire l'ensemble du peuple luxembourgeois, lorsqu'elles promeuvent le mythe résistancialiste.

En Belgique de l'Est, les associations d'anciens résistants ne se mobilisent pas et leurs discours mémoriels restent fragmentés et peu visibles. Cela change au début des années 1970, lorsque les anciens résistants se réunissent pour la première fois en une organisation unique, le « Front commun des résistants au nazisme des régions annexées » qui revendique avec succès le statut juridique spécifique de 1974. À partir de

8. « Rapport iwert de congress vun der LPPD vum 11. Juil 1948 zu Miersch », *Rappel*, n° 3, 1948, p. 208-212, ici p. 210.

ce moment, le « Front commun » produit par le biais de motions et de résolutions un discours plus cohérent et inclusif sur la « Résistance » qui englobe les anciens résistants, mais aussi les réfugiés, émigrés et otages.

En Moselle, les discours mémoriels des associations d'anciens résistants restent également fragmentés et peu visibles avant les années 1970. Mais comme pour la Belgique de l'Est, cela change à partir des années 1970, lorsque les associations les plus actives se regroupent dans le « Comité mosellan du Musée et du Mémorial de la Résistance et de la Déportation ». Cette coordination inédite des anciens résistants mosellans permet d'ériger le « Mémorial départemental de la Résistance et de la Déportation » en 1977, qui reflète également un discours plus cohérent et unifiant sur la « Résistance » mosellane en étant dédié aux résistants, déportés et transplantés. Mais en même temps, des tensions internes empêchent l'émergence d'un musée régional. C'est ainsi que sont créés en Moselle deux musées rivaux par des associations d'anciens résistants qui se veulent tous les deux régionaux. Le discours du musée du Fort de Queuleu à Metz qui ouvre ses portes en 1975 est centré exclusivement sur le passé de cet ancien camp d'internement nazi, alors que le « Musée de la Résistance et de la Déportation » à Thionville, inauguré en 1984, met l'accent sur l'engagement résistant en France non annexée et en Moselle.

En Alsace, par contre, les associations d'anciens résistants ne parviennent pas à se coordonner. Aucun média mémoriel à vocation véritablement régionale n'est créé dans la région avant les années 2000. Le « Monument de la Résistance alsacienne », qui se veut régional, est en fait, nous l'avons démontré dans notre thèse, un monument davantage local créé par une seule association, l'« Union des anciens résistants ». De même, le prisme national du « Mémorial national de la Déportation » gomme les particularismes régionaux alsaciens : il s'agit d'un lieu de commémoration national hors sol par rapport à l'Alsace. Les Alsaciens ne le revendiquent pas, surtout qu'un certain nombre d'entre eux y ont été internés après 1945, lorsque le Struthof faisait fonction d'un camp d'internement pour faits de collaboration⁹. Ainsi, les associations d'anciens résistants ne produisent pas de discours cohérent sur la « Résistance » alsacienne et restent repliées sur elles-mêmes.

9. Entretien avec Frédérique Nau-Dufour, directrice du CERD, Natzwiller, le 27.06.2016.

C'est donc la coordination réussie ou non des associations d'anciens résistants qui explique en partie les variations dans la culture mémorielle de la « Résistance » des quatre espaces de notre étude.

Or, pourquoi les anciens résistants luxembourgeois parviennent-ils à se coordonner contrairement à ceux de l'Alsace ? Et pourquoi en Moselle et en Belgique de l'Est cette coordination ne se fait-elle qu'au début des années 1970 ? Les différences politico-idéologiques et personnelles internes expliquent en partie l'échec d'une coordination efficace des anciens résistants, mais elles ne peuvent pas être la seule raison, puisqu'au Luxembourg, la LPPD parvient à unir le milieu résistant, et ce nonobstant l'existence de nombreuses tensions. Les anciens résistants doivent avoir une motivation pour vouloir se coordonner. Ceci nous renvoie à un deuxième facteur pouvant influencer l'émergence ou l'intensification de la mémoire de la « Résistance » :

371

La concurrence mémorielle

La concurrence mémorielle renvoie à la compétition complexe entre des groupes sociaux (entre eux ou vis-à-vis d'une autorité) pour défendre et promouvoir le souvenir de certains faits historiques. La concurrence des victimes, une forme spécifique de la concurrence mémorielle, résulte de la lutte des individus et des groupes pour une « reconnaissance » de leurs souffrances endurées. L'enjeu est la place ou le statut social de ces différents groupes de victimes dans la société¹⁰. La concurrence mémorielle entre les anciens résistants et un acteur mémoriel extérieur peut devenir un élément favorisant la mobilisation des associations d'anciens résistants, comme le montrent les exemples suivants.

Au Luxembourg, se développe dès 1945 une concurrence mémorielle entre la LPPD et la « *Ligue Ons Jongen* », l'association des « enrôlés de force ». Les « enrôlés de force » cherchent à s'assimiler aux anciens résistants, ce que ceux-ci refusent catégoriquement. Lorsque cette concurrence mémorielle connaît un premier apogée en 1949, la LPPD décide de protester « au nom de tous les anciens résistants » contre

10. Geoffrey GRANDJEAN, « Introduction », in Geoffrey GRANDJEAN et Jérôme JAMIN (dir.), *La concurrence mémorielle*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 9-20, ici p. 13 ; Jean-Michel CHAUMONT, *La concurrence des victimes. Génocide, identité, reconnaissance*, Paris, Éditions La Découverte, (1997), 2010.

les revendications des « enrôlés de force » et ouvre simultanément son périodique aux autres associations d'anciens résistants. La concurrence mémorielle incite donc la LPPD à devenir le porte-parole des anciens résistants. De même, la LPPD revendique depuis les années 1940 un statut juridique pour les anciens résistants, mais ce n'est qu'à partir de 1964, en réaction à la mobilisation internationale des « enrôlés de force », qu'elle redouble d'efforts pour réaliser ce projet avec les autres associations d'anciens résistants : le « Titre du Résistant » est adopté en 1967. En Belgique de l'Est, la coordination inédite des anciens résistants en 1971 menant à l'adoption du statut juridique spécifique est également une réaction aux revendications des « enrôlés de force » qui souhaitent bénéficier d'un statut similaire.

En revanche, pour l'Alsace, une concurrence mémorielle visible comme au Luxembourg ou en Belgique de l'Est ne s'est pas développée. En outre, en 1953, lors du procès de Bordeaux où des « incorporés de force » alsaciens sont jugés dans le contexte du massacre d'Oradour-sur-Glane, de nombreuses associations d'anciens résistants se solidarisent avec ces derniers. Si en 1973 une association exige une affirmation publique plus visible des anciens résistants alsaciens face aux « incorporés de force », cette déclaration d'intention reste sans lendemain. Face à l'absence d'une véritable concurrence mémorielle en Alsace on constate que les associations d'anciens résistants peinent à se rassembler et qu'en l'occurrence elles n'initient aucun média mémoriel de la « Résistance » à vocation régionale.

En Moselle, les tensions potentielles entre anciens résistants et « enrôlés de force » ont également laissé peu de traces. En 1953, lors du procès de Bordeaux, sachant que parmi les victimes d'Oradour-sur-Glane figuraient 44 Mosellans, de nombreuses associations d'anciens résistants se désolidarisent ensemble des « incorporés de force » alsaciens. Cette trace d'une concurrence mémorielle demeure une exception et cette coordination reste éphémère.

Nous nous sommes pourtant demandé si les projets mémoriels des anciens résistants mosellans à partir de 1973 ne présentaient pas aussi une réaction face au développement considérable de la mémoire des « incorporés de force ». Les discours des médias mémoriels mosellans étant exclusivement centrés sur la « Résistance » et surtout la simultanéité chronologique de la création du « Comité mosellan » (1973) par rapport

à l'affirmation de l'association alsacienne (1973) et la mobilisation des anciens résistants de la Belgique de l'Est et du Luxembourg corroborent cette hypothèse.

Ces exemples montrent que la concurrence mémorielle consiste en un important facteur de l'intensification de la mémoire de la « Résistance » au Luxembourg, en Belgique de l'Est et probablement aussi en Moselle.

La participation politique

373

La participation politique est un troisième facteur qui incite les associations d'anciens résistants à se mobiliser, comme le montre notamment un exemple en Alsace. La « participation politique » désigne communément les activités des citoyens qui ont pour but d'influencer des décisions politiques, comme l'action d'élire, l'action d'organiser des campagnes, l'action de prendre contact avec les autorités (administratives ou politiques) et l'action de protester¹¹. Lorsque les anciens responsables du camp de Schirmeck sont jugés en 1953, les anciens résistants protestent contre les verdicts prononcés, qu'ils considèrent trop cléments. L'« Amicale des anciens déportés politiques des camps de Schirmeck et du Struthof-Natzwiller » lance alors le « Comité d'action du Groupement des associations patriotiques » : le 13 décembre à Strasbourg, vingt-neuf associations patriotiques se rassemblent dans un meeting de protestation à la place Kléber et réclament que les sentences des tribunaux soient à la mesure des crimes commis par leurs auteurs. Par la suite, en mars 1954, le « Comité d'action » devient la « Fédération des associations patriotiques et d'anciens résistants » (FAPAR). C'est donc le facteur de la participation politique qui incite les associations alsaciennes d'anciens résistants, pour la première et seule fois, à mettre sur pied une organisation unique et un porte-parole commun, qui s'engagent également au niveau mémoriel bien que pour la seule année 1954.

11. Jan van DETH, « Politische Partizipation », in Viktoria KAINA, Andrea RÖMMELE (dir.), *Politische Soziologie. Ein Studienbuch*, Wiesbaden, Éditions VS-Verlag, 2009, p. 141-162.

La globalisation de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale

Finalement le processus de la globalisation de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale est un autre facteur qui peut influencer la culture mémorielle de la « Résistance ». La mémoire de la Seconde Guerre mondiale en Europe s'est longtemps développée dans un cadre territorial (national ou régional). Mais dans le contexte d'une globalisation croissante, où l'immigration augmente et l'importance des frontières diminue, cette mémoire peut difficilement se réduire à cette approche territoriale. C'est ainsi que la mémoire particulariste / territoriale de la Seconde Guerre mondiale s'est progressivement – surtout depuis les années 1990 – transformée en une « mémoire cosmopolite ». Elle désigne l'interaction entre mémoires nationales / régionales et des formes mémorielles globales qui s'infiltrant dans le cadre national, sans pour autant le dissoudre. La mémoire cosmopolite est une construction hybride qui se compose aussi bien d'éléments globaux que nationaux / régionaux. Cette relation dialectique qui définit la mémoire cosmopolite est désignée comme « glocalisation ». Les cultures mémorielles cosmopolites s'orientent à des symboles universels tels les droits de l'Homme ou les crimes contre l'humanité¹².

Au tournant du siècle, des médias mémoriels émanant des associations d'anciens résistants, comme le « Musée national de la Résistance » au Luxembourg et les deux musées mosellans frôlent effectivement l'oubli. Les associations d'anciens résistants ancrent ces médias dans un discours mémoriel régional / national en refusant toute ouverture thématique et se livrent des combats d'interprétation avec les historiens. Ce n'est que lorsque ces médias mémoriels sont pris en main par de nouveaux acteurs mémoriels (descendants des anciens résistants, historiens, collectivités locales, etc.) qu'ils entament une profonde régénération. S'inscrivant désormais dans un discours mémoriel cosmopolite, ces médias mobilisent de plus en plus la société, comme en témoigne le nombre croissant de visiteurs. Au Luxembourg, le « Musée national de la Résistance » parvient à mobiliser 11 000 visiteurs lors de l'exposition sur Nelson Mandela

12. Daniel LEVY, Natan SZNAIDER, *Erinnerung im globalen Zeitalter: Der Holocaust*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 2007.

en 2014. Comme nous l'avons vu, il fait actuellement l'objet d'un grand projet de rénovation et une observation similaire vaut pour le musée du Fort de Queuleu.

En Alsace, de nouveaux médias mémoriels tels le « Mémorial d'Alsace-Moselle » (2005) ou les projets de l'AERIA (2016-2018) confèrent pour la première fois une visibilité accrue à la mémoire de la « Résistance » en Alsace.

En Belgique de l'Est par contre le milieu associatif des anciens résistants s'est effacé presque complètement, sans qu'une relève n'ait pris sa place : au cours des années 1990, l'association « Opfer der Annexion » prend la suite du « Front commun » : à partir de ce moment les anciens résistants s'inscrivent dans un discours victimaire alors que les discours mémoriels sur la « Résistance » au niveau régional disparaissent. Ce n'est que récemment que des études et projets de recherches d'historiens redonnent une certaine visibilité au sujet.

Au cours de notre étude, nous avons également abordé la question des liens transfrontaliers entre les associations des anciens résistants du Luxembourg, de l'Alsace, de la Moselle et de la Belgique de l'Est. Nous avons vu que les associations d'anciens résistants de la Belgique de l'Est sont complètement isolées des autres territoires et que les liens entre les anciens résistants luxembourgeois, alsaciens et mosellans sont finalement peu développés. L'échange se fait surtout lors des cérémonies commémoratives et d'inauguration de monuments ou de musées. Lorsque des liens plus forts se tissent, cela dépend largement des personnes impliquées. Si l'UNADIF du Bas-Rhin se trouve par exemple dans un échange soutenu avec la LPPD durant la seconde moitié des années 1950, cela s'explique par le simple fait que son président Émile Cremer, qui est à la tête de l'UNADIF bas-rhinoise de 1953 à 1960, est d'origine luxembourgeoise. Il est vrai que des liens se tissent, mais aucune culture mémorielle transfrontalière de la « Résistance » des territoires annexés (de fait) ne voit le jour.

La présence ou l'absence des facteurs précités au Luxembourg, en Alsace, en Moselle et en Belgique de l'Est permet ainsi de comprendre les asymétries de la mémoire de la « Résistance » entre ces quatre espaces géographiques. Nous ne prétendons cependant aucunement à l'exhaustivité, car de nombreux aspects restent encore à aborder. D'autres angles d'analyse comme une étude comparative entre les associations

d'anciens résistants des territoires annexés (de fait) et les associations d'anciens résistants des pays occupés ; une étude sur le rôle et la place des femmes résistantes dans la mémoire de la « Résistance » ou encore une étude prosopographique du milieu associatif des anciens résistants permettraient certainement d'ouvrir de nouvelles pistes de réflexion dans ce champ de recherche et de déterminer d'autres facteurs ayant un impact sur la mémoire de la « Résistance ».